

## **Histoire contemporaine du monde arabe**

M. Henry LAURENS, professeur

COURS : LA QUESTION DE PALESTINE, LA FIN DU PROCESSUS DE PAIX  
(AOÛT 2000 - FÉVRIER 2001)<sup>a</sup>

La première composante de ce cours a été la conclusion de neuf années de cours sur la question de Palestine. Cela correspond au chapitre XIV du tome V de *La Question de Palestine, La paix impossible* publié chez Fayard en septembre 2015 (p. 738-825).

L'autre composante du cours inaugure une nouvelle thématique de recherche, qui renoue avec des travaux antérieurs, les met à jour et ouvre des pistes de recherches inédites. À l'origine, mon attention s'est portée sur les prémices de la Première Guerre mondiale dans l'Orient arabe, en réponse à une actualité scientifique forte, saluée par le colloque de rentrée du Collège de France. Cependant, les nouvelles problématiques proposées par la littérature la plus récente, tout particulièrement sur les relations entre Arabes et Ottomans et sur les premiers développements de la pensée réformiste musulmane en Inde, ont amené à changer la focale afin de restituer le temps long des questions d'Occident et d'Orient. Pendant à la question de Palestine, j'inaugure cette année une histoire vagabonde sur les relations entre ces deux univers sur un long XIX<sup>e</sup> siècle.

### **L'Orient arabe à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle**

De manière humoristique, il serait possible de dater le début des soubresauts de 1914 à ... la préhistoire ! Plus sérieusement, l'ambition première du cours de cette année visait à restituer les dynamiques Occident-Orient qui expliquent pourquoi l'Empire ottoman devient un terrain de guerre à partir de 1914. Mais les fruits de mes recherches m'ont conduit à infléchir ce premier objet d'étude et à tenter un parcours des grands moments et des grandes questions autour des relations

---

a. Les cours sont disponibles en audio sur le site internet du Collège de France : <http://www.college-de-france.fr/site/henry-laurens/course-2014-2015.htm> [NdÉ].

conflictuelles entre Orient et Occident. Le point de départ du cours remonte donc à la fondation de l'Empire ottoman, en me concentrant cette année sur les jeux de pouvoir inaugurant la question de l'Orient de la fin du XVII<sup>e</sup> au début XIX<sup>e</sup> siècle.

La constitution de l'Empire ottoman en 1516 marque un tournant significatif pour comprendre les développements du XIX<sup>e</sup> siècle. L'Orient arabe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle s'apparente en bien des points à une société d'Ancien Régime. Cette dernière se caractérise par l'existence d'États bien plus que d'individus, c'est-à-dire que des groupes disposant de privilèges sont liés les uns aux autres par une commune appartenance à un empire et par une obéissance au sultan. En cela, les divergences entre Europe et Orient arabe sont faibles. Plus que des ethnies, par exemple, il faut concevoir les différences en termes de fonctions et de lieux. Ainsi, les dénominations peuvent prêter à confusion pour le lecteur du XXI<sup>e</sup> siècle lorsqu'il regarde rapidement les sources de l'époque. Un « arabe » désigne avant tout un bédouin qui se prévaut de sa généalogie tribale. Au contraire, les habitants des villes se désignent comme des membres du *bilad al-sham*, de leur quartier ou de leur localité. Dans l'ensemble, il faut donc concevoir un ensemble de groupes réunis par un critère distinctif – confession, profession, appartenance régionale ou à un quartier urbain – qui entretiennent entre eux des rapports de domination en fonction des droits que leur reconnaît le souverain central.

Le sultan est aussi calife en son empire. Ce titre transmis à la dynastie régnante correspond à la possibilité d'organiser le pèlerinage et de parler au nom des musulmans. Il ne revient pas exclusivement au sultan ottoman : l'empereur moghol et le sultan marocain sont aussi califes. Si le sultan gouverne un empire musulman, cela ne l'empêche pas d'accueillir un ensemble de minorités religieuses, qu'elles soient chrétiennes ou juives. La confession distingue des groupes sociaux mais ce n'est pas le critère unique de différenciation. Au contraire, sur les confins de l'empire, les relations sédentaires et tribales animent la vie quotidienne, émaillée de heurts plus ou moins violents, d'essor ou de rétraction des zones de peuplement, et définissent ce qu'est l'empire. Ce dernier prend place dans un univers géopolitique dont les frontières à l'ouest ont été bornées par la Méditerranée et les Balkans, et à l'est, par les mondes moghol, iranien et omanais. Ce vaste empire fonctionne selon des réalités impériales : la décentralisation permet aux chefs locaux de gouverner au nom du sultan. Dans un monde dominé par le manuscrit et non l'imprimerie, l'information circule à une vitesse plus réduite qu'en Europe.

Le bouleversement de cet espace tient en premier lieu aux mutations écologiques. Le Petit Âge glaciaire en Méditerranée (1550-1850) modifie les structures agraires et, par conséquent, le peuplement. C'est l'âge des vastes migrations, qu'elles soient locales entre les plaines vers les montagnes, ou régionales, par le déplacement de confédérations tribales des bordures du désert arabe vers la Syrie et l'Irak. Déprédation bédouine, dégradation climatique dans les zones de plaine, et surtaxation précipitent le départ des populations. Des vides démographiques apparaissent et les montagnes deviennent des refuges. Au contraire, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les montagnes connaissent des surplus démographiques qui descendent vers les plaines, recomposant les espaces de peuplement. Or les isolats démographiques qu'elles avaient constitués émaillent les nouvelles frontières humaines d'un versant confessionnel. Le cas le plus extrême se situe en bordure de la Syrie et de la Jordanie actuelle, où les Druzes forment un peuplement homogène sur les versants volcaniques de la Montagne druze en lisière du Hawran. L'Empire ottoman se transforme vite, avec une extension tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle des zones de peuplement sédentaires

qui forment autant de fronts identiques au *far west* nord-américain. Au sein de ces espaces, ces dynamiques démographiques sous-tendent les mutations politiques. Les ports de la côte, qui mettent en contact Occident et Orient, croissent et deviennent des lieux d'accueil pour les populations de la montagne. Aux logiques nord-sud, d'Istanbul vers Alep, d'Alep vers Jérusalem, se substituent des liaisons est-ouest du port vers l'intérieur, striant l'espace de nouvelles voies pénétrantes.

Cet ensemble est alors soumis à une série de menaces inédites. La transformation de la puissance russe depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle permet à l'empire des tsars de porter la guerre jusqu'aux portes de la capitale ottomane. Au cours des années de la Révolution française, l'Empire ottoman est doublement intégré à une géopolitique qui se dessine depuis les chancelleries occidentales. Il devient un jalon essentiel sur la route des Indes, et donc doit être préservé pour empêcher une rupture des communications entre la Grande-Bretagne et ses territoires impériaux. Il s'intègre dans les plans de conquêtes et d'influence de la France de Bonaparte, qui bouleverse la donne locale en envahissant brièvement l'Égypte. De nouveaux enjeux apparaissent : la question d'Orient, c'est-à-dire le devenir de l'Empire ottoman en regard des velléités occidentales.

### **Question d'Orient, une question d'Occident**

Les premières menaces et les nouvelles idées puisées de la rencontre des ambassades ottomanes et des réalités européennes contemporaines impulsent une succession de transformations qui portent sur l'outil militaire avant de s'étendre aux régulations politiques de l'empire. Doter l'empire d'une armée moderne devient la réponse aux crises internes – comme l'émergence d'une nouvelle forme de pratique musulmane, le wahhabisme et son arrimage en territoire autonome sous la conduite d'Ibn Saoud – et aux menaces externes. L'exemple égyptien sert de modèle. La reprise en main de l'Égypte par Muhammad Ali conduit à la structuration d'une armée moderne recrutant principalement des esclaves. C'est le prolongement logique du système mamelouk avec une mobilisation soudanaise renforcée par les mutations de la traite des esclaves et la pénétration du continent africain. La réforme militaire s'articule à un nouveau discours à l'intention des européens autour de la notion de « civilisation ». Ce terme, qui synthétise la dialectique de libération / colonisation, est repris par le souverain égyptien qui veut s'inscrire dans le concert des nations modernes – celles avec lesquelles un échange est possible.

La modernisation de l'armée fait de l'Égypte un acteur de première importance dans l'Empire ottoman pour réguler les conflits internes. Ainsi, Ibrahim Pasha, fils de Mohammed Ali, conduit ses troupes pour mettre fin au premier État saoudien en Arabie. Dans cette logique, lorsque des pouvoirs locaux de Grèce déclenchent des troubles dans les années 1820, Muhammad Ali est appelé à participer à la répression. Cette affaire catapulte une série de principes contradictoires. Dans la lecture ottomane, des sujets – les notables locaux – perturbent l'ordre impérial et doivent être réprimés. Dans une lecture locale, l'appel à une confession identique permet de souder une révolte en lutte pour l'indépendance nationale. Dans l'optique occidentale, les scènes de massacres font naître une sympathie humanitaire et philhellène. Les trois composantes des questions d'Orient apparaissent : des troubles sont générés par des acteurs locaux et lus par les intervenants étrangers en fonction d'un autre vocabulaire ; l'aide des

seconds aux premiers crée un déséquilibre dans la balance locale des forces et impose de plus en plus une relation étroite entre le niveau local et international. Le règlement de la question grecque redessine les contours de la question des nationalités, élément antagoniste de l'ordre de 1815 privilégiant la légitimité impériale : les populations chrétiennes peuvent accéder au titre de peuple. L'aventure algérienne contemporaine en 1830 parachève la démonstration : les Français peuvent coloniser un territoire dans lequel la population musulmane ne peut être admise comme entité politique autonome.

L'entreprise civilisatrice alimente de manière contradictoire les dynamiques de la question d'Orient. Le vice-roi d'Égypte, modernisateur, devient le civilisateur de l'Empire ottoman et envahit les contrées syriennes. Cette entrée en scène au Levant bouleverse la donne locale avec la mise en place de structures administratives. En retour, elle inquiète les Britanniques qui perçoivent dans le déséquilibre local une atteinte inacceptable à la sécurité de la route des Indes. En 1840, après une série de révoltes provoquées par l'effort de modernisation, les Égyptiens sont sommés de se retirer. La civilisation prend alors son double sens : celui de processus de transformation et celui d'aire culturelle de valeurs. Les deux interagissent pour changer en profondeur les structures sociales locales. Trois séries de changements affectent l'Orient arabe. Au nom de la modernité, une égalité des statuts est promue, modifiant les états de chaque groupe au bénéfice des non-musulmans. L'apparition du télégraphe, des lazarets, du chemin de fer et des bateaux à vapeur met en contact les différents espaces. Cette mutation des transports et des moyens de communication accompagne de vastes migrations nées des conflits aux périphéries de l'empire, tel le déplacement de 1,2 million de Caucasiens dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. De nouvelles régions apparaissent ainsi, comme la frontière de Transjordanie. Enfin, le code foncier de 1858 sédimente des évolutions de plus long terme dans le rapport à la propriété et initie de nouveaux mécanismes économiques.

Dans cette perspective, le rapport à la religion donne naissance au confessionnalisme. Cette notion se fonde sur l'idée d'un usage politique de l'appartenance religieuse. Plusieurs étapes sont à distinguer. En raison des mutations socio-économiques, les populations chrétiennes croissent fortement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en lien avec la première étape de la transition démographique. En outre, elles disposent par le déploiement missionnaire d'un meilleur accès à l'enseignement moderne et donc, qualitativement, elles sont avantagées sur le marché des fonctions. Enfin, sous la pression des opinions publiques occidentales, elles deviennent un marqueur de modernité : bien traiter les communautés non musulmanes prouve un rapport politique civilisé à la population. Le croisement de la question d'Orient – l'imbrication des acteurs locaux et internationaux – et du confessionnalisme – l'usage d'un marqueur de distinction dans les jeux politiques – trouve son expression au mont Liban. Les affrontements entre Druzes et Chrétiens prennent alors place dans une lecture confessionnelle de la région. La guerre de Crimée est l'aboutissement de cette dynamique : une querelle locale entre factions chrétiennes conduit les acteurs internationaux à déclencher un conflit et à mobiliser les outils industriels du combat. À son terme, l'Empire ottoman allié de la France et de la Grande-Bretagne défait la Russie mais se voit forcé de reconnaître des conditions avantageuses aux minorités chrétiennes. Cette mutation de l'équilibre socio-politique local annonce les massacres de 1860. Ces derniers sont le résultat de la frustration relative des groupes musulmans locaux à l'égard de ceux perçus comme favorisés

par les réformes, les mutations récentes des jeux de fortunes, et l'intervention d'acteurs externes. Ils conditionnent l'entrée en scène des puissances étrangères sur le sol ottoman et signent un échec relatif du processus de modernisation voulu par l'empire.

### **Marx, Engels et l'Orient arabe**

Si les doctrines de Marx et de Engels ont fait l'objet de nombreux commentaires critiques et scientifiques, leurs analyses de la question d'Orient, dont ils sont les contemporains et commentateurs pour différents organes de presse, ont été relativement délaissées. Elles précisent largement pourtant comment le discours de la modernité se construit à propos de l'Orient arabe. Elles affinent notre compréhension de la rencontre entre l'Orient et l'Occident. Plusieurs temps structurent l'argumentaire développé par les deux auteurs. Tout d'abord, si la lutte des classes est perçue comme le moteur de l'histoire européenne, cette dernière n'est pas première dans la lecture de l'Orient, lieu où les modes de production indifférencient les catégories sociales. Cet état explique un jugement et une approche par peuples ou races plutôt que par relations de classes. Marx et Engels déterminent une hiérarchie des peuples entrés ou non dans l'histoire. Ils célèbrent la victoire des États-Unis sur le Mexique ouvrant la Californie à la modernité, quitte à bafouer un moment la justice. Un principe similaire anime leur interprétation de la guerre de Crimée. Les Russes défenseurs des Slaves empêchent l'avènement de la modernité, tandis que leurs adversaires franco-britanniques sont partenaires des Ottomans qui eux-mêmes ne sont pas entrés dans l'histoire. Néanmoins, ce partenariat transitoire fait converger les intérêts de la « démocratie socialiste » et du « maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman ». Ces rapprochements, les indéisions politiques et les conclusions de la guerre sont sanctionnés d'un jugement dur : le gouvernement britannique poursuit la guerre avec des petits buts, et obtient des grands objets de la politique, des résultats insignifiants. Marx se livre enfin à une analyse de la renaissance des nationalités slaves fondées sur une réinterprétation des sciences historiques et théologiques. Loin de la vulgate marxiste, les textes sur la question d'Orient présentent une première théorie de modernisation / modernité.

La coopération a été régulière avec les partenaires habituels de la chaire : la fondation Moulay Hicham, l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREMMO), Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISM), l'Académie diplomatique internationale. Différentes formes de réflexions collectives ont été organisées, certaines en liaison entre le Centre d'analyses et de prévisions du ministère des Affaires étrangères. De même, la chaire a largement participé à l'élaboration des Premiers rendez-vous de l'histoire du monde arabe à l'Institut du monde arabe.

#### ACTIVITÉS À L'EXTÉRIEUR

M. Laurens a participé à trois jurys de thèse (à Aix en Provence, à l'IEP de Paris et à l'université de Paris 1). Il a continué ses habituels enseignements à l'université Saint-Joseph de Beyrouth et a fait de nombreuses conférences à Paris, en province et à l'étranger.

## PUBLICATIONS

LAURENS H., « France, un héritage contesté », dans VIDAL D. (éd.), *Palestine : le jeu des puissants*, Arles / Beyrouth / Sindbad, Actes Sud / Institut des études palestiniennes, coll. « Études palestiniennes », 2014, 93-118.

LAURENS H., « Silvestre de Sacy en son temps », dans ESPAGNE M., LAFI N. et RABAULT-FEUERHAHN P. (éd.), *Silvestre de Sacy. Le projet européen d'une science orientaliste*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2014, 11-23.

LAURENS H., « La guerre du désert » dans AGLAN A. et FRANK R. (éd.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », n° 244, 2015, 494-526.

LAURENS H., « Orientalistes : aventuriers, experts et diplomates », dans COMPAGNON A. (éd.), *Autour de 1914-1918 : nouvelles figures de la pensée, sciences, arts et lettres*, Paris, Collège de France / Odile Jacob, coll. « Colloques de rentrée du Collège de France », 2015, 85-104.

LAURENS H., « Victor Bérard et la question d'Orient : l'Athéna casqué », dans BASCH S. (éd.), *Portraits de Victor Bérard. Actes du colloque international organisé à l'École française d'Athènes (5-6 avril 2013)*, coll. « Mondes méditerranéens et balkaniques », n° 6, Athènes, École française d'Athènes, 2015, 169-187.

## ÉQUIPE DE RECHERCHE

**Matthieu Rey, maître de conférences**

Je me suis en premier lieu consacré à la gestion scientifique de la chaire, en tant que nouveau maître de conférences. Mes activités se sont principalement attachées à clore l'établissement du manuscrit en langue anglaise issu de ma thèse, qui doit connaître une publication au premier semestre 2016. Qu'il me soit permis de remercier le Collège de France pour l'aide apportée à cette entreprise. J'ai, en outre, poursuivi la collecte documentaire en vue de proposer une monographie sur la Syrie contemporaine depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. En dehors de mes travaux personnels, et sur une idée originale de Chaymaa Hassabo, nous avons entrepris une série d'entretiens avec le professeur Laurens pour repenser l'histoire et la fabrique de l'histoire du Moyen Orient. Rejoignant l'équipe de travail de Wafaw (programme ERC), j'ai pu entamer les premières démarches en vue d'écrire, en collaboration avec le professeur Burgat, un ouvrage collectif portant sur une histoire des mobilisations islamistes. J'ai pu, en parallèle, publier quelques chapitres d'ouvrages aux sujets variés (jeunesse syrienne, position britannique dans le Golfe, etc.), des articles (armée irakienne) et présenter une intervention dans une dizaine de rencontres internationales (MESA, Afma, etc.).

**Valérie Stiegler, chercheuse associée**

En parallèle de mon service à temps complet dans l'enseignement secondaire jusqu'à l'été 2015, je me suis consacrée largement cette année au dépouillement des archives qui constituent le support documentaire essentiel de ma thèse de doctorat dirigée par Henry Laurens, professeur au Collège de France, et Alya Aglan, professeur à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne, portant sur « La politique

méditerranéenne du président Georges Pompidou (1969-1974) ». Mon but est de réévaluer le poids de l'initiative française dans l'émergence d'un dialogue entre les rives nord et sud et de mieux comprendre le rôle des acteurs de l'époque. En complément de ce travail, j'ai pu intervenir dans des colloques académiques en France et à l'étranger (intervention sur « Le jeu des acteurs français et européens dans la crise d'octobre 1973 » dans le panel Monde arabe – Orient arabe (atelier 21) au colloque du GIS Moyen Orient et mondes musulmans du 6 au 9 juillet 2015.

### **Manon-Nour Tannous, chercheuse associée**

Cette année a notamment vu l'aboutissement de mon travail de doctorat sur les relations franco-syriennes sous la présidence de Jacques Chirac. L'analyse de cette séquence historique m'a amenée à proposer la notion de « bilatéralisme de levier ». La soutenance a eu lieu au mois d'octobre 2015.

Parallèlement, j'ai participé à des colloques académiques, notamment au congrès du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans ou encore au King's College, sur l'histoire des relations entre la France et la Syrie (du mandat à la période contemporaine). J'ai organisé, avec le Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient, un colloque sur les « Frontières dans le monde arabe » à l'hôtel de ville de Paris, ouvert par Michel Foucher et dont les actes sont en cours de publication.

Enfin, j'ai poursuivi l'enseignement de la théorie des relations internationales à l'université Paris II Panthéon-Assas.

### **Chaymaa Hassabo, chercheuse associée**

Mon activité principale, au sein de la chaire, a été consacrée à l'élaboration d'un ouvrage en collaboration avec le professeur Henry Laurens, et Matthieu Rey, maître de conférences, autour d'entretiens avec le professeur Laurens, sur l'écriture de l'histoire en pays arabes. Le manuscrit est en cours de préparation.

Mes travaux sur les dynamiques politiques internes de l'Égypte contemporaine ont pu être valorisés grâce à la participation à plusieurs rencontres scientifiques. J'ai été invitée comme intervenante à l'université d'Oslo dans le cadre d'un cycle de conférences destinées à des étudiants en master et en doctorat, où j'ai délivré deux communications, l'une portant sur mon travail doctoral traitant de la période 2002-2010 en Égypte et l'autre sur la politique étrangère égyptienne depuis 2011 et ses interactions avec les dynamiques locales. J'ai également été invitée à présenter une communication dans le cadre d'une journée d'études sur l'Égypte organisée par le programme ERC-Wafaw à Aix-en-Provence, sur les trajectoires des membres d'une élite opposante et ses bifurcations post-2011.

J'ai fait partie de la direction éditoriale du magazine électronique d'informations sur le Moyen-Orient, *Orient XXI*, et dans le cadre de cette activité, j'ai été conviée à une rencontre à Tunis intitulée « Après les révolutions : les jeunes toujours à la marge ? », au cours de laquelle j'ai présenté l'expérience des jeunes activistes égyptiens.

J'ai également participé activement aux travaux de la chaire, notamment à la table ronde organisée par le Collège de France et les fondations Hugo et Moulay Hicham, intitulée « Les habits neufs du terrorisme », où j'ai présenté une communication sur la lutte anti-terroriste en Égypte. Cette présentation a été publiée en ligne sur la

plateforme *Orient XXI*. J'ai pu également me consacrer à plusieurs projets de publication : sur le militantisme de « jeunes » Égyptiens et la notion de génération politique (à paraître chez Brill au cours de l'année 2016). Une autre publication, en co-écriture, est sous presse pour la *Revue des mondes méditerranéens et musulmans* sur une comparaison Égypte-Syrie.